



Circulaire n° 4854 du 26/05/2014
Directives relatives à l'engagement de personnels ACS/APE autres que les puéricultrices ACS/APE dans l'enseignement fondamental ordinaire pour l'année scolaire 2014-2015

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Réseaux et niveaux concernés

- Fédération Wallonie- Bruxelles
- Libre subventionné
 - libre confessionnel
 - libre non confessionnel
- Officiel subventionné
 - Niveaux : Fondamental, secondaire, promotion sociale, ordinaire et spécialisé, CTA, CDPA

Type de circulaire

- Circulaire administrative
- Circulaire informative

Période de validité

- A partir du
- Du 01/09/2014 au 31/08/2015

Documents à renvoyer

- Oui
- Date limite :
- Voir dates figurant dans la circulaire

Mot-clé :

ACS, APE

Destinataires de la circulaire

- A Monsieur le Ministre-Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé de l'enseignement;
- A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province;
- A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres;
- Aux chefs d'établissement et aux Directions des écoles de l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles;
- Aux Pouvoirs organisateurs et aux directions des établissements d'enseignement libre subventionné

Pour information :

- Aux Fédérations de Pouvoirs organisateurs;
- Aux membres du Service d'Inspection

Signataire

Ministre / Administration : Madame Marie-Martine SCHYNS, Ministre de l'Enseignement fondamental et de promotion sociale

Personnes de contact

Service ou Association : Gestionnaires du Service ACS-APE-PTP

Nom et prénom	Téléphone	Email
VERKERCKE Bernard	02/413 25 71	bernard.verkercke@cfwb.be
GRATIA Emmanuelle	02/413 34 51	emmanuelle.gratia@cfwb.be

Madame, Monsieur,

Vous trouverez ci-après les directives relatives à l'engagement, à la constitution et à la gestion du dossier administratif et pécuniaire des **membres du personnel ACS ou APE** engagés dans les établissements d'enseignement en Région de Bruxelles-Capitale ou en Région wallonne.

Ces directives présentent les conditions liées à l'engagement, la liste des différents documents constituant le dossier administratif et pécuniaire, des instructions quant à leur rédaction et leur transmission ainsi que des informations d'ordre général.

Vous trouverez en annexe un modèle de différents documents (contrat de travail, contrat de travail de remplacement, état mensuel des prestations, ...).

Afin de ne pas retarder la gestion du dossier de votre (vos) ACS/APE et donc la liquidation de la rémunération de celui(-ceux-) ci par l'administration de la Fédération Wallonie Bruxelles, je vous saurai gré de bien vouloir appliquer strictement ces directives.

Ces procédures d'engagement, pour lesquelles plusieurs niveaux de pouvoir interviennent, sont lourdes ; il n'est pas possible de les alléger.

En matière de déclaration DIMONA, vous voudrez bien veiller à communiquer toutes les informations nécessaires sur les lieux d'affectation effectifs de votre/vos ACS/APE.

En effet, il doit y avoir une concordance entre les informations que vous communiquez à l'ONSS et les informations que l'administration communique à l'ONSS.

L'administration de la Fédération Wallonie Bruxelles doit communiquer à l'ONSS tous les lieux où le travailleur exerce ses fonctions.

Je souhaite attirer votre attention sur le fait qu'en votre qualité d'employeur, il est de votre devoir d'informer correctement votre (vos) ACS/APE de ses (leurs) droits et obligations et qu'il vous appartient seul d'assumer la responsabilité de cet engagement.

Je vous demande d'y être très attentifs et vous remercie de votre collaboration.

Marie-Martine SCHYNS,
Ministre de l'enseignement obligatoire et de promotion
sociale

Engagement et constitution du dossier

1. Conditions d'engagement
2. Constitution du dossier
3. Etat des prestations
4. Demande de remplacement
5. Informations générales
6. Renseignements

Remarques préalables

Les dispositions des articles 18 à 26, 30, 31, 34, 37, 38, 39 et 41 et 44ter de l'**Arrêté royal du 22 mars 1969** fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements **s'appliquent aux membres du personnel ACS/APE des établissements d'enseignement.**

Les dispositions des articles 20, 24, 27ter et 34 du **Décret du 6 juin 1994** fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné **s'appliquent aux membres du personnel ACS/APE des établissements d'enseignement.**

Les dispositions des articles 29bis à 35 du **Décret du 1er février 1993** fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné **s'appliquent aux membres du personnel ACS/APE des établissements d'enseignement.**

Le système complet des titres s'applique aux membres du personnel ACS/APE, en ce compris le régime de pénurie.

Dès lors, les PO recrutant des ACS/APE et confrontés à une impossibilité de recruter un titre requis ou A peuvent, moyennant la preuve de la pénurie, recruter un titre B listé ou non listé en respectant les conditions dérogatoires prévues au sein des arrêtés royaux de 1975.

Toute comme les membres du personnel dont la carrière est régie statutairement, dès l'obtention de trois dérogations de titres consécutives portant pour un engagement ou une désignation de plus de 15 semaines et relatives à la même fonction, le membre du personnel est considéré comme étant titulaire d'un titre « définitivement suffisant ».

1. CONDITIONS D'ENGAGEMENT

L'employeur ne pourra procéder à l'engagement que :

- a) **après** réception de la dépêche autorisant l'engagement ou le remplacement de l'ACS/APE ;
- b) **après** avoir respecté scrupuleusement les règles d'engagement telles que prévues par le statut des personnels (AR du 22 mars 1969, Décret du 1^{er} février 1993 ou Décret du 6 juin 1996 selon le cas) ;
- c) **après** présentation du « Passeport APE » pour les postes octroyés par la Région wallonne (postes RW) ou de l'« A6 » pour les postes octroyés par la Région de Bruxelles-Capitale (postes RB) attestant que l'ACS/APE remplit les conditions régionales d'emploi (ces documents doivent être valables la VEILLE ou le JOUR DE L'ENGAGEMENT) ;
- d) **après** présentation du titre relatif à la fonction qui sera exercée par l'ACS/APE ;
- e) **après** présentation de l'extrait de casier judiciaire (modèle II).

L'ACS/APE doit être de conduite irréprochable (voir les statuts du personnel).

L'attention des différents employeurs doit être attirée sur le fait que les règles d'appréciation de conduite irréprochable des ACS/APE, et donc de la prise en charge de la rémunération des personnels engagés en qualité d'ACS/APE par la Fédération Wallonie Bruxelles, sont les mêmes que celles pour les membres du personnel statutaires (voir circulaire n°2311 du 26/05/2008 pour l'enseignement subventionné).

En cas de non-respect de ces conditions, l'employeur ayant procédé à l'engagement de l'ACS/APE sera seul responsable de la rémunération de celui-ci.

2. CONSTITUTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF ET PECUNIAIRE

2.1. Transmission du dossier

Le dossier administratif et pécuniaire de l'ACS/APE, composé des éléments définis au point 2.2., devra être transmis au Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles dont les coordonnées sont reprises au point 6 (demande de renseignements) :

Le Service **ACS-APE** est le **seul service FLT** à gérer le dossier des agents ACS/APE (et PTP). **Aucun document, de quelque ordre que ce soit, ne doit jamais être envoyé dans les différentes directions déconcentrées de la direction générale des personnels de l'enseignement organisé par le Ministère de la fédération Wallonie Bruxelles (DGPEOFWB) ou de la direction générale des personnels de l'enseignement subventionné par la Fédération Wallonie Bruxelles (DGPES).**

Les chefs d'établissement du réseau d'enseignement organisé par la Fédération Wallonie Bruxelles et les pouvoirs organisateurs des réseaux d'enseignement subventionné par la Fédération Wallonie Bruxelles veilleront donc à en informer, en leur sein, les gestionnaires de ces dossiers.

La transmission dans un autre service retardera le traitement du dossier administratif et pécuniaire de leur personnel ACS ou APE et donc le versement de leur rémunération.

2.2. Constitution du dossier administratif et pécuniaire

Ce dossier est constitué de **tous** les éléments suivants :

- le transmis ;
- la dépêche autorisant le recrutement ou autorisant le remplacement ;
- le contrat de travail ou le contrat de travail de remplacement ;
- le « passeport APE » du FOREM ou l'« A6 » d'ACTIRIS ;
- la demande d'avance (annexe 7/01, CF12, S12, PS12, ...) ;
- une composition de ménage ;
- un extrait de casier judiciaire (**modèle 2**) ;
- un document de l'organisme financier ;
- un extrait d'acte de naissance ;*
- une copie du diplôme ;*
- une déclaration en matière de précompte professionnel ;
- une demande d'allocation de foyer.

* Ces documents ne seront remis que lors de la première entrée en fonction en qualité d'ACS/APE

2.2.1. Le transmis

Ce document permet une gestion plus rapide et efficace du dossier de l'ACS/APE ; le Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles peut ainsi identifier immédiatement l'ACS/APE engagé, vérifier que tous les éléments ont été transmis et procéder alors à la liquidation de la rémunération.

Il permet également aux agents FLT du Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles d'identifier au sein de l'établissement ou du P.O. la personne à contacter en cas de problème dans le dossier de l'ACS/APE.

Un volet de ce transmis est consacré à la communication des numéros ECOT des établissements scolaires où l'ACS/APE exerce ses fonctions, conformément à l'autorisation ministérielle.

Cette communication est nécessaire à l'administration de la Fédération Wallonie Bruxelles pour qu'elle puisse déclarer auprès de l'ONSS, conformément à la législation sociale, tous les lieux de travail des membres du personnel dont elle assure le paiement des salaires, en ce compris les membres du personnel engagés dans le cadre des conventions signées avec les Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale.

Il est donc obligatoire dès à présent qu'une déclaration DIMONA soit faite pour le numéro ECOT de chacun des établissements scolaires où le membre du personnel exerce ses fonctions. Les lieux d'occupation sont renseignés sur la dépêche ministérielle.

Les informations relatives aux règles à suivre en matière de déclarations DIMONA sont reprises en 5.1.

Il est important que ces données soient correctes de part et d'autre afin d'éviter aux membres du personnel les désagréments d'un défaut d'assurabilité auprès de tous les acteurs sociaux (mutuelle, chômage, ...).

Il sera établi pour chaque ACS/APE ainsi engagé.

2.2.2. La copie de la dépêche permettant l'engagement ou la copie de l'autorisation de remplacement

Pour rappel, il ne pourra être procédé à l'engagement qu'après réception de la dépêche autorisant l'engagement ou le remplacement.

En cas de non-respect de ce point, l'employeur assumera seul la rémunération de l'ACS/APE engagé.

2.2.3. Le contrat de travail ou le contrat de travail de remplacement

Le contrat de travail ou le contrat de travail de remplacement sera établi en **3 exemplaires** :

- un exemplaire sera transmis au Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles ;
- un exemplaire sera remis à l'ACS/APE engagé ;
- un exemplaire sera conservé par l'employeur.

Remarques :

1. Vous trouverez en annexe un modèle de contrat de travail et un modèle de contrat de travail de remplacement ; il en existe un pour les postes octroyés par la Région wallonne (postes RW) et un pour les postes octroyés par la Région de Bruxelles-Capitale (postes RB).
2. Le **contrat de travail de remplacement** doit être utilisé dans tous les cas de remplacements autorisés (voir point 4.3.). En effet, la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail prévoit des dérogations en matière d'indemnités et de préavis en cas de remplacement, à la condition que l'identité de l'agent remplacé ainsi que le motif du remplacement y soient clairement indiqués.

Le contrat de travail de remplacement ne doit pas être établi en cas de licenciement ou de démission. Pour ces deux derniers cas, le modèle de contrat à utiliser est le contrat de travail.

Il est conseillé aux employeurs ayant engagé un ACS/APE en remplacement d'un **chargé de mission** (article 7 du Décret mission) d'établir un **contrat de travail de remplacement**. En effet, en cas de fin inopinée de la mission, ils pourront bénéficier des mesures dérogatoires prévues par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en matière d'indemnités et de préavis.

3. La date de début du contrat doit être celle du **premier jour des prestations** de l'ACS/APE.
4. Le **lieu de travail** doit être **clairement** indiqué ; il doit être celui précisé sur la dépêche ministérielle autorisant l'engagement.
5. La **fonction** exercée doit être indiquée sur le contrat de travail. Si la fonction n'existe pas organiquement (voir AECF du 2 octobre 1968), il y a lieu d'être le plus précis possible dans le descriptif des activités.

Cela permettra à l'administration de déterminer le plus justement possible l'échelle barémique à appliquer.

6. Toutes les dispositions de la **loi du 3 juillet 1978** relative aux contrats de travail s'appliquent au contrat de travail et au contrat de travail de remplacement des ACS/APE.
7. Conformément à la loi du 26 décembre 2013 concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis, le jour de carence ainsi que des mesures d'accompagnement, les contrats de travail annexés à la présente circulaire ne prévoient plus de clause d'essai.
8. Tout renseignement relatif au contrat de travail peut être obtenu auprès du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale - Services régionaux dont les coordonnées sont reprises ci-dessous :

Arlon

Centre administratif de l'Etat
6700 Arlon
Tél. : 063/22.13.71
cls.arlon@emploi.belgique.be

Bruxelles

Rue Ernest Blerot 1
1070 Bruxelles
Tél. : 02/235.54.01
cls.bruxelles@emploi.belgique.be

Charleroi

Centre Albert 1er – 18^e étage
Place Albert 1er 4 bte 8
6000 Charleroi
Tél. : 071/32.93.71 ou
071/32.09.00
cls.charleroi1@emploi.belgique.be
cls.charleroi2@emploi.belgique.be

Liège

Rue Natalis 49
4020 Liège
Liège-Sud Tél. : 04/340.11.70
cls.liege.sud@emploi.belgique.be
Liège-Nord Tél. : 04/340.11.60
cls.liege.nord@emploi.belgique.be

Mons

Rue du Miroir 8
7000 Mons
Tél. : 065/35.15.10
cls.mons@emploi.belgique.be

Namur

Place des Célestines 25
5002 Namur
Tél. : 081/73.02.01
cls.namur@emploi.belgique.be

Nivelles

Rue de Mons 39
1400 Nivelles
Tél. : 067/21.28.24
cls.nivelles@emploi.belgique.be

Tournai

Rue des Sœurs noires 28
7500 Tournai
Tél. : 069/22.36.51
cls.tournai@emploi.belgique.be

Verviers

Rue Fernand Houget 6
4800 Verviers
Tél. : 087/30.71.91
cls.verviers@emploi.belgique.be

Toutes les informations utiles peuvent également être consultées sur le site du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale : www.meta.fgov.be , thème « contrats de travail ».

A l'issue du contrat de travail, le formulaire C4 doit être délivré à l'ACS/APE. Ce document doit reprendre le n° d'employeur ONSS 000370539.

Il s'agit du formulaire C4 « normal » et non du formulaire C4-enseignement (un exemplaire du C4 se trouve en annexe).

Ceci est spécifié au bas du formulaire C4-enseignement.

2.2.4. Le « Passeport APE » du FOREM ou l' « A6 » d'ACTIRIS**2.2.4.1. le « Passeport APE » pour les postes octroyés par la Région wallonne (postes RW)**

Ce document, délivré par Le FOREM en Région wallonne, doit attester que, **la VEILLE ou le JOUR DE L'ENGAGEMENT**, l'APE remplit les conditions régionales d'engagement.

2.2.4.2. l' « A6 » pour les postes octroyés par la Région de Bruxelles-Capitale (postes RB)

Ce document, délivré par ACTIRIS en Région de Bruxelles-Capitale, doit attester que, **la VEILLE ou le JOUR DE L'ENGAGEMENT**, l'ACS remplit les conditions régionales d'engagement.

La prise en charge de la rémunération de l'ACS/APE par la Fédération Wallonie Bruxelles est liée à la date de validité du Passeport APE ou de l' «A6».

Il est donc conseillé aux employeurs d'être en possession de ces documents AVANT l'entrée en fonction de l'ACS/APE et de la signature du contrat de travail.

2.2.5. La demande d'avance (annexe 7/01, S12, CF12, ...)

Il doit être transmis pour chaque établissement scolaire où l'ACS/APE exerce ses fonctions.

En cas de partage d'un ACS/APE **entre des pouvoirs organisateurs différents**, seul celui qui a reçu la dépêche ministérielle doit établir une annexe 7/01, un CF12, ... et introduire une DIMONA pour ce membre du personnel (voir informations relatives à la déclaration DIMONA en 5.1).

Il est le seul employeur.

L'annexe 7/01, le CF12, le S12, le SPEC 12 seront utilisés pour :

- notifier l'entrée en fonction (elle doit être celle du début du contrat de travail de l'ACS/APE) ;
- notifier la cessation des fonctions si celle-ci a lieu à une date antérieure à celle de la fin de l'année scolaire (fin de remplacement, démission, licenciement) ;
- **notifier la reprise des fonctions après une longue absence (congé de maternité, congé de maladie de plus de 30 jours, congé parental, ...) non rémunérée par la Fédération Wallonie Bruxelles.**

2.2.6. Une composition de ménage

Il y a lieu de distinguer le cas où l'ACS/APE est occupé au 1 septembre 2014 par le même employeur qu'au 30 juin 2014 et le cas où l'ACS/APE est occupé par un autre employeur au 1 septembre 2014.

- Dans le premier cas, il n'y a pas lieu de fournir de nouvelle composition de ménage.
- Dans le second cas, une composition de ménage récente doit être fournie par l'ACS/APE.

Toutefois, toute modification dans le changement de la situation familiale de l'ACS/APE ou un déménagement devra être renseignée par une nouvelle composition de ménage.

Un ACS/APE nouvellement engagé devra fournir ce document.

2.2.7. Un extrait de casier judiciaire

L'ACS/APE doit être de **conduite irréprochable** ; il doit donc fournir un extrait de casier judiciaire. Il s'agit **EXCLUSIVEMENT** du **modèle 2**, c'est-à-dire celui en usage pour accéder à une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs.

Il y a lieu de distinguer le cas où l'ACS/APE est occupé au 1 septembre 2014 par le même employeur qu'au 30 juin 2014 et le cas où l'ACS/APE est occupé par un autre employeur au 1 septembre 2014.

- Dans le premier cas, il n'y a pas lieu de fournir de nouvel extrait de casier judiciaire.
- Dans le second cas, un extrait de casier judiciaire (**modèle 2**) récent doit être fourni par l'ACS/APE.
- Il en est de même pour l'ACS/APE nouvellement engagé.

La façon d'apprécier l'irréprochabilité de la conduite d'un membre du personnel de l'enseignement est reprise dans la circulaire n° 2311 du 26/05/2008.

2.2.8. Un document de l'organisme bancaire

Ce document doit mentionner les numéros et intitulé du compte bancaire **PERSONNEL** de l'ACS/APE.

Il peut s'agir d'une copie d'un extrait de compte, d'une copie **lisible** de la carte bancaire ou d'un document établi par l'agence auprès de laquelle l'ACS/APE est cliente.

Il y a lieu de distinguer le cas où l'ACS/APE est occupé au 1 septembre 2014 par le même employeur qu'au 30 juin 2014 et le cas où l'ACS/APE est occupé par un autre employeur au 1 septembre 2014.

- Dans le premier cas, il n'y a pas lieu de fournir de nouveau document.

- Dans le second cas, l'un des documents repris ci-dessus doit être fourni par l'ACS/APE.

Toutefois, tout changement de compte de l'ACS/APE devra être renseigné avant le 10 du mois courant.

La simple notification d'un changement de numéro n'est pas suffisante ; une copie d'un extrait de compte, une copie **lisible** de la carte bancaire ou un document établi par l'agence auprès de laquelle l'ACS/APE est client doit être envoyé.

Un ACS/APE nouvellement engagé devra fournir ce document.

2.2.9. Un extrait d'acte de naissance

Il ne sera remis que lors de la première entrée en fonction en qualité d'ACS ou d'APE.

2.2.10. Une copie du diplôme

Le diplôme ne doit être remis que lors de la première entrée en fonction comme ACS/APE.

2.2.11. Une déclaration en matière de précompte professionnel

Depuis le 1^{er} avril 2003, les conjoints bénéficiant tous deux de revenus professionnels peuvent choisir celui des deux qui bénéficiera des réductions pour charges de famille (à l'exception de celle pour le conjoint handicapé). Ce choix doit être exprimé par voie d'une attestation conforme à celle se trouvant en annexe. Cette déclaration est valable pour **le personnel marié** ou **cohabitant légal uniquement** (les personnes non mariées ou non cohabitantes légalement ne sont pas concernées par ce document).

Cette déclaration doit être remise **chaque année** par le membre du personnel qui souhaite bénéficier des réductions pour charges de famille.

2.2.12. Demande d'allocation de foyer/résidence

Les conditions d'octroi de l'allocation de foyer sont définies par le Décret du 4 mai 2005.

3. L'ETAT MENSUEL DES PRESTATIONS

3.1. Instructions

Aucun autre document, tel qu'un relevé collectif d'absence établi pour les membres du personnel désignés ou engagés à titre définitif ou à titre temporaire, ne doit être établi et envoyé. Seul le modèle repris en annexe doit être établi et envoyé selon les instructions reprises ci-après.

Il est demandé aux employeurs d'être le **plus précis possible** quant à la nature de l'absence et de joindre les justificatifs d'absence (certificat médical, extrait d'acte de mariage, ...). **Toute absence doit être justifiée.**

Il est également demandé aux employeurs de **prendre contact le plus rapidement possible avec l'agent traitant le dossier de leur ACS/APE** au sein des services de l'administration de la Fédération Wallonie Bruxelles (voir point 6 de ces directives) en cas d'absence ne donnant pas lieu au maintien de la rémunération, ceci afin **d'éviter le versement de sommes indues** à l'ACS/APE (maladie en période d'essai, congé de maternité, ...) qui lui seront ensuite réclamées.

J'attire cependant leur attention sur le fait qu'ils sont seuls responsables des congés qu'ils accordent aux membres de leur personnel ainsi que de la position administrative dans laquelle ils les placent (pour les absences non règlementairement justifiées notamment).

3.1.1. L'ACS/APE ne s'est pas absenté

Si l'ACS/APE ne s'est pas absenté, en-dehors des congés scolaires, il n'est plus nécessaire d'envoyer d'état mensuel des prestations.

3.1.2. L'ACS/APE s'est absenté (en-dehors des congés scolaires)

Mettre un « X » pour tous les jours de travail effectifs et suivre les instructions suivantes.

3.1.2.1. Absence pour raison de maladie

L'ACS/APE, par assimilation aux personnels statutaires, est tenu de suivre les dispositions du décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement.

Les procédures et règles en matière de contrôle ont été rappelées dans la circulaire n° 3012 du 8 février 2010.

L'ACS/APE doit envoyer son certificat médical auprès de l'organisme de contrôle (à ce jour, il s'agit de « MEDCONSULT », sis Rue des Chartreux, 57 à 1000 Bruxelles - téléphone : 02/542.00.80 (8h00 à 16h30) – fax : 02 542 00 87

Les certificats médicaux devront mentionner LISIBLEMENT et en caractère d'imprimerie le nom, le prénom et le numéro de matricule de l'agent.

L'agent APE doit conserver le talon du certificat envoyé à l'organisme de contrôle.

Les absences d'un jour doivent être communiquées par l'employeur à « MEDCONSULT ».

Les employeurs veilleront à ce que leur(s) ACS/APE dispose(nt) de plusieurs exemplaires du certificat médical.

Pour rappel, l'inobservance des articles 2 à 19 du décret précité entraîne le caractère irrégulier de l'absence et la perte du droit à une rémunération à charge de la Fédération Wallonie Bruxelles pour cette période d'absence (article 20).

- A indiquer sur l'état mensuel des prestations
 - « M » en regard de chacun des jours d'absence pour raison de maladie ou « **Maladie** » en travers de la grille si tout le mois est concerné ;
- A joindre à l'état mensuel des prestations :
 - soit copie du relevé des absences que « MEDCONSULT » vous transmettra ;
 - soit copie du volet inférieur du certificat médical de « MEDCONSULT » ;
 - soit copie d'un certificat médical « **normal** » que le médecin de l'ACS/APE établira.

Il est impératif qu'une annexe 7/01, un CF12, un S12, ..., notifiant la **reprise des fonctions** (en cas d'absence de plus de 30 jours) soit transmis le plus rapidement possible à l'agent traitant du Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles afin que la rémunération soit à nouveau versée à l'agent ; l'état des prestations seul n'est pas suffisant.

La copie, et la transmission, du volet supérieur du certificat médical de « MEDCONSULT », par le pouvoir organisateur ou le membre du personnel lui-même, est illégal eu égard au respect de la vie privée et du secret médical.

Les pouvoirs organisateurs veilleront à ne plus les transmettre à l'administration de la Fédération Wallonie Bruxelles.

3.1.2.2. Congé de maternité

- A indiquer sur l'état mensuel des prestations
« **MAT** » en regard de chacun des jours du congé de maternité ou « **Maternité** » en travers de la grille si tout le mois est concerné ;
- A joindre à l'état mensuel des prestations :
 - un certificat médical attestant la date présumée de l'accouchement ;
 - un extrait d'acte de naissance de l'enfant.

L'ACS/APE doit également envoyer un certificat médical de congé de maternité auprès de l'organisme de contrôle « MEDCONSULT ».

Il est impératif qu'une annexe 7/01, un CF12, un S12, ..., notifiant la **reprise des fonctions** après le congé de maternité soit transmis le plus rapidement possible à l'agent traitant du Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles afin que la rémunération soit à nouveau versée à l'agent ; l'état mensuel des prestations seul n'est pas suffisant.

3.1.2.3. Ecartement dans le cadre de la protection de la maternité (loi du 16 mars 1971 sur le travail) – femme enceinte ou allaitante

3.1.2.3.1. D'autres tâches sont confiées à l'ACS/APE écarté

- A joindre à l'état mensuel des prestations :
 - un certificat médical attestant la date présumée d'accouchement ;
 - une copie de l'avis de la Médecine du Travail ;
 - dès la naissance, un extrait d'acte de naissance de l'enfant.

N.B. Pendant cette période, si l'ACS/APE s'absente pour une raison quelconque, il faut alors se référer aux autres points.

3.1.2.3.2. D'autres tâches ne peuvent être confiées à l'ACS/APE écarté

- A indiquer sur l'état mensuel des prestations

Indiquer « **E** » en regard de chacun des jours du congé d'écartement ou « **Ecartement** » en travers de la grille si tout le mois est concerné.

▪ A joindre à l'état mensuel des prestations :

- un certificat médical attestant la date présumée d'accouchement ;
- une copie de l'avis de la Médecine du Travail ;
- une déclaration de l'employeur par laquelle ce dernier atteste n'avoir d'autres tâches à confier à l'ACS/APE, compatibles avec son état (voir modèle en annexe) ;
- dès la naissance, un extrait d'acte de naissance de l'enfant.

Il est impératif qu'une annexe 7/01, un CF12, un S12, ... notifiant la reprise des fonctions après le congé de maternité soit transmis le plus rapidement possible à l'agent traitant du Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles afin que la rémunération soit à nouveau versée à l'agent ; l'état mensuel des prestations seul n'est pas suffisant.

3.1.2.4. Congé d'adoption

▪ A indiquer sur l'état mensuel des prestations :

Indiquer « A^o » en regard de chacun des jours du congé d'adoption ou « Adoption » en travers de la grille si tout le mois est concerné.

▪ A joindre à l'état mensuel des prestations :

- la lettre de demande de l'ACS/APE adressée à son employeur ;
- la preuve de l'inscription de l'enfant au registre de la population ou au registre des étrangers (l'âge de l'enfant doit absolument y être indiqué).

Il est impératif qu'une annexe 7/01, un CF12, un S12, ... notifiant la reprise des fonctions après le congé d'adoption soit transmis le plus rapidement possible à l'agent traitant du Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles afin que la rémunération soit à nouveau versée à l'agent ; l'état mensuel des prestations seul n'est pas suffisant.

3.1.2.5. Autres absences

Les employeurs veilleront à être le plus précis possible et à joindre à l'état mensuel des prestations les justificatifs éventuels d'absence.

▪ A indiquer sur l'état mensuel des prestations :

Indiquer en regard de chacun des jours d'absence le motif de l'absence.

▪ A joindre à l'état mensuel des prestations :

- justificatif d'absence (certificat de mariage, certificat de décès, ...).

Par ailleurs, il leur appartient seul d'assumer la responsabilité de la qualification qu'ils donnent aux absences de leur ACS/APE.

L'arrêté royal du 28 août 1963 tel que modifié prévoit des jours d'absence, avec maintien de la rémunération, à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles.

Vous trouverez la liste de ces congés en annexe.

Il est impératif que les ACS/APE soient correctement informés par leur employeur en cette matière.

En effet, ils ne sont pas concernés par les congés, absences et disponibilités octroyés aux membres du personnel désignés ou engagés à titre définitif ou à titre temporaire.

Seule la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, et ses arrêtés d'application, détermine les absences, et le maintien de la rémunération, auxquelles les ACS/APE ont droit.

Par exemple, en application de l'AR du 11 octobre 1991 sur les absences pour raisons impérieuses, elles peuvent s'absenter pour **garder un enfant malade** mais ne sont **pas rémunérées** pour ce type d'absence.

3.2. Transmission

L'état mensuel des prestations, pour tous les cas où il doit être établi, sera transmis au début du mois qui suit celui auquel il se rapporte (c'est-à-dire l'EMP du mois de septembre sera transmis début octobre) à l'adresse suivante :

Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles
Administration générale des Personnels de l'Enseignement
Service ACS-APE
Nom de l'agent traitant (voir point 6.2)
Boulevard Léopold II 44
1080 Bruxelles

4. LA DEMANDE DE REMPLACEMENT

4.1. Transmission

4.1.1. Pour les établissements d'enseignement organisé par la Fédération Wallonie Bruxelles

Jusqu'à nouvel ordre, l'employeur doit envoyer sa demande **par fax** au Cabinet de Madame Marie-Martine SCHYNS, Ministre de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale.

Cabinet de Madame Marie-Martine SCHYNS, Ministre de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale
Cellule Désignations
Place Surllet de Chokier 15-17 (8^{ème} étage)
1000 BRUXELLES
Fax : 02/801.78.45

4.1.2. Pour les établissements d'enseignement subventionné par la Fédération Wallonie Bruxelles

Pour les réseaux d'enseignement subventionné, la demande doit être faxée ou envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles
Administration générale des personnels de l'enseignement
Service ACS-APE-PTP
Gestion des remplacements
Monsieur Karl Guignard local 0^F002
Boulevard Léopold II 44
1080 BRUXELLES

Fax : 02/413.34.50

4.2. Conditions d'octroi

Seuls les cas repris au point 4.3. **peuvent** donner lieu à une autorisation de remplacement, à la condition que les pièces justificatives soient jointes à la demande de remplacement.

La procédure reprise ci-après doit être scrupuleusement respectée.

Par ailleurs, les présentes directives annulent et remplacent les dispositions de la circulaire du 1^{er} février 2000 relative à la gestion des remplacements du personnel A.C.S (A.P.E.) et P.T.P. dans l'enseignement fondamental.

Il ne pourra être procédé au remplacement de l'ACS/APE **sans l'accord écrit préalable soit du Cabinet de Madame Marie-Martine SCHYNS, Ministre de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale pour les établissements d'enseignement organisé par la Fédération Wallonie Bruxelles soit du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles pour les établissements d'enseignement subventionné par la Fédération Wallonie Bruxelles.**

En cas de non-respect de ce point, l'employeur ayant procédé au nouvel engagement sera SEUL responsable de la rémunération de l'ACS/APE ainsi engagé.

Remarques importantes :

Les employeurs veilleront à respecter les règles de priorité prévues par les différents statuts de l'enseignement en Fédération Wallonie Bruxelles.

Par ailleurs, il leur appartient d'anticiper leurs besoins de personnel et d'introduire les demandes de remplacement dans les délais afin d'obtenir le plus rapidement possible l'autorisation de remplacement.

4.3. Cas pouvant donner lieu à une autorisation de remplacement

4.3.1. L'ACS/APE n'a pas pris ses fonctions

Pour le réseau d'enseignement organisé par la Fédération Wallonie Bruxelles : l'employeur doit envoyer, **par fax**, au **Cabinet de Madame Marie-Martine SCHYNS, Ministre de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale** la demande de remplacement reprise en annexe afin d'obtenir au plus vite une nouvelle dépêche de désignation.

4.3.2. L'ACS/APE démissionne

Documents à envoyer :

- demande de remplacement,
- copie de la lettre de démission,
- document en usage dans l'établissement scolaire notifiant la cessation des fonctions et précisant bien le dernier jour presté (annexe 7/01, CF12, S12, ...).

4.3.3. L'ACS/APE est licencié

Documents à envoyer :

- demande de remplacement,
- copie de la lettre de licenciement,
- document en usage dans l'établissement scolaire notifiant la cessation des fonctions et précisant bien le dernier jour de travail presté (annexe 7/01, CF12, S12, ...).

4.3.4. L'ACS/APE suspend l'exécution de son contrat de travail

4.3.4.1. Pour raison de maladie :

Documents à envoyer :

- demande de remplacement,
- copie du ou des certificats médicaux « normaux », copie du volet inférieur du certificat médical de « MEDCONSULT » ou copie du relevé transmis par « MEDCONSULT ».

4.3.4.2. Congé de maternité :

En application de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, le congé de maternité, d'une durée totale de 15 semaines (ou 17 en cas de naissance multiple) peut débuter à partir de la sixième semaine précédant la **date présumée** d'accouchement (ou à partir de la huitième semaine en cas de naissance multiple).

- Documents à envoyer :
- demande de remplacement,

- certificat médical attestant la date présumée d'accouchement,
- (dès la naissance, extrait d'acte de naissance de l'enfant).

Remarque : en application de la loi-programme du 22 décembre 2008, la travailleuse a le droit, si elle peut reporter au moins deux semaines de congé prénatal après les 9 semaines obligatoires, organiser les deux dernières semaines du congé de maternité en **jours de congé de repos postnatal** à prendre dans les 8 semaines qui suivent la période obligatoire de congé postnatal (les 9 semaines obligatoires).

Remarques :

- A. Lorsqu'une travailleuse est en congé de maladie avant son congé de maternité, le congé de maladie se transforme en congé de maternité à concurrence de 6 semaines avant **le jour de naissance de l'enfant** (ou 8 en cas de naissance multiple). Elle peut demander dans ce cas auprès de sa mutuelle une prolongation d'une semaine de son congé postnatal.
- B. **Lorsque la travailleuse est en congé de maladie après son congé de maternité, elle bénéficie de 30 jours calendrier de salaire garanti et cela même s'il n'y a aucune reprise des fonctions.**

Il n'y aura donc pas d'autorisation de remplacement pour le point B, période où un salaire doit être garanti à l'ACS/APE.

4.3.4.3. Ecartement dans le cadre de la protection de la maternité (uniquement si d'autres tâches ne peuvent être confiées) :

Documents à envoyer :

- demande de remplacement,
- avis de la Médecine du Travail,
- déclaration de l'employeur par laquelle il atteste n'avoir aucune autre tâche à confier à son agent (modèle en annexe).

Pour rappel, dans le cas où l'employeur décide d'affecter la travailleuse à d'autres tâches au sein de son établissement, **aucun remplacement** ne sera autorisé (le salaire restant dû à la travailleuse écartée et les montants budgétaires n'étant pas suffisants).

4.3.4.4. Interruption de carrière complète :

Le remplacement ne pourra être autorisé que si l'interruption de carrière est *complète* (c'est-à-dire pour toute la charge).

Document à envoyer : Demande de remplacement

4.3.4.5. Congé en vue de l'adoption :

Documents à envoyer :

- preuve de l'inscription de l'enfant au registre de la population ou au registre des étrangers (attention : l'âge de l'enfant doit absolument y être indiqué ; la durée du congé varie en effet selon l'âge de l'enfant) ;
- copie de la notification de l'avertissement, remise par le travailleur au moins un mois à l'avance à son employeur, mentionnant les dates de début et de fin du congé d'adoption ;
- demande de remplacement.

Pendant les trois premiers jours d'absence, le membre du personnel maintient son droit à la rémunération ; le remplacement ne sera donc accordé qu'à partir du premier jour ouvrable suivant cette période de 3 jours.

5. INFORMATIONS GENERALES

5.1. Déclaration DIMONA , documents ONEM et mutuelle

La déclaration DIMONA doit se faire, pour tous les membres du personnel rémunérés par la Communauté française dans les réseaux d'enseignement organisé et subventionné, sur le numéro ONSS du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles secteur enseignement 000370539.

Les règles à suivre en matière de déclaration DIMONA sont celles contenues dans la circulaire n° **3346** du 20 octobre 2010.

Tous les lieux d'affectation où le membre du personnel exerce ses fonctions et qui sont ceux indiqués sur la dépêche ministérielle doivent faire l'objet d'une déclaration DIMONA.

Toutefois, le versement de la **rémunération** par la Fédération Wallonie Bruxelles ne se fera que sur un **seul matricule ECOT**, celui de l'établissement scolaire qui a reçu la dépêche ou pour les établissements d'enseignement officiel subventionné, sur le numéro ECOT où la charge-horaire est la plus importante ou en cas de charges égales entre plusieurs établissements scolaires sur le numéro ECOT le premier en ordre numérique.

Les autres numéros ECOT seront renseignés dans le système de paie avec un code barème fictif et un code « dispo » 4C.

Il est particulièrement important de n'utiliser que ce numéro ONSS employeur 000370539 (numéro d'entreprise 0220916609) sur l'ensemble des documents officiels (Dimona, C4, C131b, documents mutuelle, ...) rédigés pour les ACS/APE rémunérés par le Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles afin de garantir l'assurabilité sociale du personnel ACS/APE.

Identification de l'employeur (à mentionner sur l'ensemble des documents):

Dénomination de l'employeur ou de l'entreprise :

Adresse:

Numéro d'immatriculation ONSS: **000370539**

Numéro unique d'entreprise: **0220916609**

5.2. Allocations familiales

Pour l'octroi des allocations familiales, l'agent doit signaler les changements intervenus dans sa situation professionnelle à l'**Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés (O.N.A.F.T.S.)**, sis rue de Trève 70 à 1000 Bruxelles (téléphone : 02/237.22.60).

5.3. Ancienneté pécuniaire

L'agent qui souhaite faire valoir une certaine ancienneté pécuniaire doit faire la preuve de celle-ci en

- complétant le document récapitulatif des services antérieurs valorisables pour l'ancienneté pécuniaire repris en annexe ;
- fournissant les **attestations des services rendus** dans l'enseignement ou dans un autre service public (en qualité de temporaire, définitif, CST, TCT, PTP, ...).

Aucune ancienneté pécuniaire ne pourra être comptabilisée en cas de non réception de ces attestations.

5.4. Diplôme perdu

Si l'établissement qui a délivré le diplôme n'existe plus, il y a lieu de s'adresser au :

Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles - AGERS
Direction générale de l'enseignement obligatoire
Bâtiment Lavallée II - Rue Adolphe Lavallée 1
1080 BRUXELLES

Permanence téléphonique : 02/690.85.00

Toutes les informations relatives à l'homologation et à la perte de diplômes et titres se trouvent sur le site **www.enseignement.be**.

5.5. Equivalence de diplôme

S'adresser,

- **pour l'enseignement obligatoire**, au :

Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles – AGERS
Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Service des Equivalences
Bâtiment Lavallée II - Rue Adolphe Lavallée 1
1080 BRUXELLES

Permanence téléphonique : 02/690.86.86

- **pour l'enseignement supérieur**, au :

Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles - AGERS
Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique
Service général de l'Enseignement universitaire et de la Recherche scientifique
Direction de la Réglementation
Rue A. Lavallée 1
1080 BRUXELLES

Permanence téléphonique : 02/690.86.86

Toutes les informations relatives à l'équivalence de diplômes et titres se trouvent sur le site www.enseignement.be.

6. RENSEIGNEMENTS

6.1. Courrier

Le **dossier administratif et pécuniaire** de l'ACS/APE doit être envoyé à l'adresse suivante :

Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles
Administration générale des personnels de l'enseignement (AGPE)
Service ACS-APE
Nom de l'agent traitant (voir point 6.2)
Boulevard Léopold II 44
1080 BRUXELLES

Les Pouvoirs organisateurs, les Directions d'établissement et les Chefs d'établissement sont la première autorité à laquelle doivent s'adresser les membres du personnel qui rencontrent un problème dans le traitement de leur dossier.

Aussi, toute demande des ACS/APE auprès du Service ACS-APE-PTP doit être précédée par une demande auprès du P.O., de la Direction de l'école, du Chef d'établissement.

Par ailleurs, il est rappelé que les employeurs ont désormais la possibilité de disposer d'un extrait de paie annuel et d'un extrait de paie mensuel pour tous les membres de leur personnel (www.gesper.cfwb.be).

Ces modalités d'accès sont reprises dans la circulaire n°1603 du 1^{er} septembre 2006.

De plus, les membres du personnel ont accès à leur propre fiche de paie, avec un code d'accès.

Rappel :

Chaque établissement dispose d'une **adresse mail administrative** composée à partir de son numéro FASE et réservée exclusivement aux communications entre l'école et l'administration. Il s'agit d'une adresse protégée par laquelle vous recevez notamment les messages d'avertissement de publication de nouvelles circulaires (voir circulaires 4274 et 1335)

Nous vous rappelons donc de régulièrement consulter cette adresse email et de l'utiliser lors de vos contacts avec l'administration.

6.2. Contacts téléphoniques

Toute demande de renseignements relatifs à l'engagement ou au dossier administratif et pécuniaire de l'ACS/APE peut être obtenue auprès des personnes suivantes de

9 h00 à 12h00 UNIQUEMENT

afin qu'ils puissent procéder aux paiements dans les meilleures conditions :

Responsables	Emmanuelle GRATIA Bernard VERKERCKE	Fax : 02/413.34.50
<u>Pour les établissements d'enseignement</u>		
Enseignement spécialisé	Monsieur DEWANDELEER olivier.dewandeleer@cfwb.be	Tel : 02/413.27.82
Enseignement de promotion sociale	Monsieur DEWANDELEER olivier.dewandeleer@cfwb.be	Tel : 02/413.27.82
Région de Bruxelles-Capitale (sauf écoles en discrimination positive)	Monsieur DEWANDELEER olivier.dewandeleer@cfwb.be	Tel : 02/413.27.82
Région de Bruxelles-Capitale (uniquement écoles en encadrement différencié)	Madame ENCINAS anna.encinas@cfwb.be	Tel : 02/413.27.99
Province de Brabant wallon	Madame HARRAK ihesan.harrak@cfwb.be	Tel : 02/413.41.31 (sauf le vendredi)
Province de Hainaut (sauf psychomotriciennes)	Madame ENCINAS anna.encinas@cfwb.be	Tel : 02/413.27.99
Province de Hainaut (psychomotriciennes)	Madame HALLEMAN angelique.halleman@cfwb.be	Tel : 02/413.27.99
Province de Liège	Madame VINCENT cecile.vincent@cfwb.be	Tel : 02/413.27.96 (lundi, mardi, jeudi uniquement)
Province de Luxembourg	Madame HARRAK ihesan.harrak@cfwb.be	Tel : 02/413.41.31 (sauf le vendredi)
Province de Namur	Monsieur GUIGNARD karl.guignard@cfwb.be	Tel : 02/413.21.62
<u>Pour les organismes (autres que les établissements d'enseignement)</u>		
CECP, SEGEC, FELSI, CPEONS, ...	Madame HARRAK ihesan.harrak@cfwb.be	Tel : 02/413.41.31 (sauf le vendredi)

Remarque : Pour la gestion des **puéricultrices ACS/APE**, se référer à la circulaire relative à l'engagement de puéricultrices ACS/APE dans l'enseignement fondamental ordinaire pour l'année scolaire 2014-2015.

FAX : 02/413.34.50

Il s'agit d'un numéro de fax pour tout le service ; il est dès lors demandé aux employeurs d'adresser leur fax à l'agent traitant.

6.3. Jours et heures de visite

Les lundi après-midi et mercredi après-midi , de 14 heures à 16 heures	UNIQUEMENT
--	-------------------

à l'adresse reprise ci-après :

Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles
Administration générale des personnels de l'enseignement
Service ACS-APE – bureaux 0^E002 et 0^F003
Boulevard Léopold II 44
1080 Bruxelles

Il y a lieu de noter que les bâtiments de la Fédération Wallonie Bruxelles sont fermés entre le 25 et le 31 décembre 2014.

Annexes

Vous trouverez ci-après un exemplaire :

- ∞ de la **page de transmis** ;
- ∞ du **contrat de travail** pour les postes octroyés par la Région wallonne ;
- ∞ du **contrat de travail de remplacement** pour les postes octroyés par la Région wallonne;
- ∞ du **contrat de travail** pour les postes octroyés par la Région de Bruxelles-Capitale ;
- ∞ du **contrat de travail de remplacement** pour les postes octroyés par la Région de Bruxelles-Capitale;
- ∞ du **formulaire C4** pré-rempli avec le numéro employeur du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles
- ∞ de **l'état mensuel des prestations** ;
- ∞ de la **déclaration de l'employeur en cas d'écartement de la femme enceinte ou allaitante** ;
- ∞ de la **déclaration en matière de précompte professionnel** (pour le personnel marié ou cohabitant légal uniquement) ;
- ∞ de la **demande de remplacement** ;
- ∞ de la **demande d'allocation de foyer** ;
- ∞ du **document récapitulatif de services antérieurs** rendus.

Il vous appartiendra de reproduire ces modèles de document ; aucun autre exemplaire ne vous sera transmis, même en cas d'autorisation de remplacement.

Vous trouverez également un extrait de **l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles.**

Transmis au Service A.C.S. – A.P.E.

Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles

Employeur :

Adresse :

.....

.....

Téléphone :

Fax :

E-mail :

Tous les numéros ECOT pour la DIMONA :

.....

Nom de l'agent traitant : tél. :

(au sein de l'établissement ou du PO)

Dossier administratif et pécuniaire de :

Nom, prénom :

Numéro de matricule ou au registre national :

Fonction : (***précise***)

emploi à ½ temps – temps plein (biffer la mention inutile)

Liste des documents à joindre

- copie de la dépêche ministérielle ou de l'autorisation de remplacement
- un exemplaire du contrat de travail ou du contrat de travail de remplacement
- « Passeport APE » du FOREM (poste RW) ou « A6 » d'ACTIRIS (poste RB)
- annexe(s) justifiant l'entrée en fonction (7/01, S12, CF12, ...)
- composition de ménage
- extrait de casier judiciaire (**modèle II**)
- document de l'organisme financier reprenant le n° de compte personnel de l'agent
- extrait d'acte de naissance *
- copie certifiée conforme des diplômes ou titres *
- déclaration – attribution de la réduction pour charges de famille
- demande d'allocation de foyer (uniquement pour les cas y donnant droit (Décret du 4/5/2005))

* Les documents marqués d'un astérisque ne seront transmis que lors de la première entrée en fonction en qualité d'A.P.E. ou d'A.C.S.

Cadre réservé à l'administration

Dossier reçu le _____

Aides à la **P**romotion de l'**E**mploi

CONTRAT DE TRAVAIL

Convention : RW EN-06464 (2014-2015)

Poste n° : RW

Contrat de travail d'employé « contractuel subventionné » (FOREM) occupé par les pouvoirs publics visés à l'article 93, alinéa 1^{er}, 2, 3, 4 alinéa 2a et b du chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988.

Décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Fédération Wallonie Bruxelles.

Entre,

(NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR) :

.....

REPRESENTE PAR (NOM ET PRENOM) :

.....

ci-après dénommé « **EMPLOYEUR** », d'une part,

et,

(NOM ET PRENOM DE L'AGENT) :

(ADRESSE) :

(LIEU ET DATE DE NAISSANCE) :

(NATIONALITE) : (SEXE) :

ci-après dénommé « **TRAVAILLEUR** », d'autre part,

EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} :

(NOM DE L'EMPLOYEUR)

.....

engage, en qualité d'employé, le travailleur mentionné ci-dessus qui accepte, pour exercer

les fonctions de (+ nature exacte du diplôme)

..... à (LIEU DE TRAVAIL)

..... dans le cadre de la convention **RW EN-06464 (année scolaire 2014-2015)**, poste n° RW, en vue de l'exécution de tâches relevant du secteur non-marchand.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée, du au

Les activités consistent en

.....

Article 2 : Toutes les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail s'appliquent au présent contrat.

Article 3 : La rémunération du travailleur est fixée à € bruts par mois.
La rémunération ainsi fixée est au moins égale au traitement octroyé à un membre du personnel de la Communauté française pour la même fonction, en ce compris les augmentations barémiques qui y sont liées.

La rémunération est versée par la Communauté française, par virement au compte :

Intitulé du compte

N° IBAN BE

Article 4 : Le contrat de travail est conclu à - ½ temps (*)
- temps plein (*).

Article 5 : La durée de travail des travailleurs aux fonctions éducatives correspond à celle des agents nommés à titre définitif (*).
La durée de travail des autres travailleurs est fixée à 38 heures semaine. (*)

Article 6 : En ce qui concerne le congé annuel, le travailleur bénéficie du même régime que celui applicable au personnel engagé par l'employeur :

- soit du régime des agents de la Communauté française ; (*)
- soit du régime de congé annuel des salariés. (*)

Article 7 : En ce qui concerne les modalités du contrôle des absences pour maladie ou infirmité, le travailleur est soumis aux mêmes modalités que celles applicables aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (« **MEDCONSULT** »).

(*) biffer la mention inutile.

Dressé à , le

En trois exemplaires dont un pour chacune des deux parties contractantes.

L'Employeur,

Le Travailleur,

(Nom + prénom)

(Nom + prénom)

Aides a la **P**romotion de l'**E**mploi

CONTRAT DE TRAVAIL DE REMPLACEMENT

Convention : RW EN-06464 (2014-2015)

Poste n° : RW

Contrat de travail d'employé « contractuel subventionné » (FOREM) occupé par les pouvoirs publics visés à l'article 93, alinéa 1^{er}, 2, 3, 4 alinéa 2a et b du chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988.

Entre,

(NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR) :

REPRESENTE PAR (NOM ET PRENOM) :

ci-après dénommé « **EMPLOYEUR** », d'une part,

et,

(NOM ET PRENOM DE L'AGENT) :

(ADRESSE) :

(LIEU ET DATE DE NAISSANCE) :

(NATIONALITE) : (SEXE) :

ci-après dénommé « **TRAVAILLEUR** », d'autre part,

EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} :

(NOM DE L'EMPLOYEUR)

engage, en qualité d'employé, le travailleur mentionné ci-dessus qui accepte, pour exercer

les fonctions de (+ nature exacte du diplôme)

..... à (LIEU DE TRAVAIL)

..... dans le cadre de la convention **RW EN-06464 (année scolaire 2014-2015)**, poste n° RW, en vue de l'exécution de tâches relevant du

secteur non-marchand et ce, afin de pourvoir au remplacement de

dont le contrat a été suspendu pour cause de

Le contrat est conclu pour une durée déterminée à partir du

Il est expressément convenu que le présent contrat de remplacement prend fin sans indemnités ni préavis au terme de l'absence dont le motif est précisé ci-dessus ainsi qu'en cas de retour de ou en cas de rupture du lien de travail de et au plus tard le 30 juin 2015.

Les activités consistent en
.....

Article 2 : Toutes les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail s'appliquent au présent contrat.

Article 3 : La rémunération du travailleur est fixée à € bruts par mois.
La rémunération ainsi fixée est au moins égale au traitement octroyé à un membre du personnel de la Communauté française pour la même fonction, en ce compris les augmentations barémiques qui y sont liées.

La rémunération est versée par la Communauté française, par virement au compte :

Intitulé du compte

N° IBAN BE

Article 4 : Le contrat de travail est conclu à - ½ temps (*)
- temps plein (*).

Article 5 : La durée de travail des travailleurs aux fonctions éducatives correspond à celle des agents nommés à titre définitif (*).
La durée de travail des autres travailleurs est fixée à 38 heures semaine. (*)

Article 6 : En ce qui concerne le congé annuel, le travailleur bénéficie du même régime que celui applicable au personnel engagé par l'employeur :

- soit du régime des agents de la Communauté française ; (*)
- soit du régime de congé annuel des salariés. (*)

Article 7 : En ce qui concerne les modalités du contrôle des absences pour maladie ou infirmité, le travailleur est soumis aux mêmes modalités que celles applicables aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (« **MEDCONSULT** »).

(*) biffer la mention inutile

Dressé à , le

En trois exemplaires dont un pour chacune des deux parties contractantes.

L'Employeur,

Le Travailleur,

(Nom + prénom)

(Nom + prénom)

Agents Contractuels Subventionnés

CONTRAT DE TRAVAIL

Convention : RB 2004 (année scolaire 2014-2015)

Poste n° : RB

Contrat de travail d'employé « contractuel subventionné » (ORBEM) occupé par les pouvoirs publics visés à l'article 93, alinéa 1^{er}, 2, 3, 4 alinéa 2a et b du chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988.

Entre,

(NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR) :

.....

REPRESENTE PAR (NOM ET PRENOM) :

.....

ci-après dénommé « **EMPLOYEUR** », d'une part,

et,

(NOM ET PRENOM DE L'AGENT) :

(ADRESSE) :

(LIEU ET DATE DE NAISSANCE) :

(NATIONALITE) : (SEXE) :

ci-après dénommé « **TRAVAILLEUR** », d'autre part,

EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} :

(NOM DE L'EMPLOYEUR)

.....

engage, en qualité d'employé, le travailleur mentionné ci-dessus qui accepte, pour exercer

les fonctions de (+ nature exacte du diplôme)

..... à (LIEU DE TRAVAIL)

..... dans le cadre de la convention **RB 2004 (année scolaire 2014-2015)**, poste n° RB

....., en vue de l'exécution de tâches relevant du secteur non-marchand.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée, du au

Les activités consistent en

.....

Article 2 :

Toutes les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail s'appliquent au présent contrat.

Article 3 :

La rémunération du travailleur est fixée à € bruts par mois.

La rémunération ainsi fixée est au moins égale au traitement octroyé à un membre du personnel de la

Communauté française pour la même fonction, en ce compris les augmentations barémiques qui y sont liées.

La rémunération est versée par la Communauté française, par virement au compte :

Intitulé du compte

N° IBAN BE

Article 4 : Le contrat de travail est conclu à - ½ temps (*)
- temps plein (*).

Article 5 : La durée de travail des travailleurs aux fonctions éducatives correspond à celle des agents nommés à titre définitif (*).
La durée de travail des autres travailleurs est fixée à 38 heures semaine. (*)

Article 6 : En ce qui concerne le congé annuel, le travailleur bénéficie du même régime que celui applicable au personnel engagé par l'employeur :

- soit du régime des agents de la Communauté française ; (*)
- soit du régime de congé annuel des salariés. (*)

Article 7 : En ce qui concerne les modalités du contrôle des absences pour maladie ou infirmité, le travailleur est soumis aux mêmes modalités que celles applicables aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (« **MEDCONSULT** »).

Dressé à , le

En trois exemplaires dont un pour chacune des deux parties contractantes.

L'Employeur,

Le Travailleur,

(Nom + prénom)

(Nom + prénom)

Agents Contractuels Subventionnés

Contrat de travail de remplacement

Convention : RB 2004 (année scolaire 2014-2015)

Poste n° : RB

Contrat de travail d'employé « contractuel subventionné » (ORBEM) occupé par les pouvoirs publics visés à l'article 93, alinéa 1^{er}, 2, 3, 4 alinéa 2a et b du chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988.

Entre,

(NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR) :

.....

REPRESENTE PAR (NOM ET PRENOM) :

.....

ci-après dénommé « **EMPLOYEUR** », d'une part,

et,

(NOM ET PRENOM DE L'AGENT) :

(ADRESSE) :

(LIEU ET DATE DE NAISSANCE) :

(NATIONALITE) : (SEXE) :

ci-après dénommé « **TRAVAILLEUR** », d'autre part,

EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} :

(NOM DE L'EMPLOYEUR)

.....

engage, en qualité d'employé, le travailleur mentionné ci-dessus qui accepte, pour exercer

les fonctions de (+ nature exacte du diplôme)

..... à (LIEU DE TRAVAIL)

..... dans le cadre de la convention **RB 2004 (année scolaire 2014-2015)**, poste n° RB

....., en vue de l'exécution de tâches relevant du secteur non-

marchand et ce, afin de pourvoir au remplacement de ..

dont le contrat a été suspendu pour cause de

Le contrat est conclu pour une durée déterminée à partir du

Il est expressément convenu que le présent contrat de remplacement prend fin sans indemnités ni préavis au terme de l'absence dont le motif est précisé ci-dessus ainsi qu'en cas de retour de ou en cas de rupture du lien de travail de et au plus tard le 30 juin 2015.

Les activités consistent en

.....

Article 2 : Toutes les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail s'appliquent au présent contrat.

Article 3 : La rémunération du travailleur est fixée à € bruts par mois.
La rémunération ainsi fixée est au moins égale au traitement octroyé à un membre du personnel de la Communauté française pour la même fonction, en ce compris les augmentations barémiques qui y sont liées.

La rémunération est versée par la Communauté française, par virement au compte :

Intitulé du compte

N° IBAN BE

Article 4 : Le contrat de travail est conclu à - ½ temps (*)
- temps plein (*).

Article 5 : La durée de travail des travailleurs aux fonctions éducatives correspond à celle des agents nommés à titre définitif (*).
La durée de travail des autres travailleurs est fixée à 38 heures semaine. (*)

Article 6 : En ce qui concerne le congé annuel, le travailleur bénéficie du même régime que celui applicable au personnel engagé par l'employeur :

- soit du régime des agents de la Communauté française ; (*)
- soit du régime de congé annuel des salariés. (*)

Article 7 : En ce qui concerne les modalités du contrôle des absences pour maladie ou infirmité, le travailleur est soumis aux mêmes modalités que celles applicables aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (« **MEDCONSULT** »).

(*) biffer la mention inutile

Dressé à , le

En trois exemplaires dont un pour chacune des deux parties contractantes.

L'Employeur,

Le Travailleur,

(Nom + prénom)

(Nom + prénom)



LE TRAVAILLEUR QUI VEUT BENEFICIER DES ALLOCATIONS DOIT IMMEDIATEMENT INTRODUIRE CE FORMULAIRE AUPRES DE SON ORGANISME DE PAIEMENT A L'ISSUE DE LA PERIODE COUVERTE PAR UNE REMUNERATION

OFFICE NATIONAL DE L'EMPLOI

CERTIFICAT DE CHOMAGE - CERTIFICAT DE TRAVAIL

cachet dateur OP

A compléter par l'organisme de paiement

1^{ère} demande DJI CC ____/____/____

cachet dateur BC

RUBRIQUE I - A COMPLETER PAR L'EMPLOYEUR

La feuille info n° E14 (www.onem.be → documentation) vous explique quand et comment vous devez compléter ce formulaire.

TRAVAILLEUR: _____
NISS (voir verso de votre carte d'identité) NOM et prénom

EMPLOYEUR: _____
nom ou raison sociale catégorie employeur 2 2 0 9 1 6 6 0 9
numéro d'entreprise
_____ commission paritaire 0 0 0 3 7 0 5 3 9
numéro d'immatriculation ONSS

numéro d'immatriculation ONSS-APL

PARTIE A - DONNEES CONCERNANT L'OCCUPATION

Date de début de l'occupation : ____/____/____ Date d'entrée en service : ____/____/____
Date de fin de l'occupation : ____/____/____ Code travailleur : _____
Statut: ____ Uniquement mentionner la lettre D pour un travailleur à domicile Mesure de promotion de l'emploi : ____ Mentionnez le code 2 pour une occupation comme PTP, un poste de travail reconnu et SINE, le code 4 pour une occupation comme TCT et le code 21 pour une occupation FBI auprès d'une autorité locale (ONSSAPL).

Les cotisations ONSS, secteur chômage, ont été prélevées sur le salaire n'ont pas été prélevées sur le salaire et ne seront pas versées
 n'ont pas été retenues sur le salaire, mais seront versées si l'agent statuaire satisfait à une des conditions visées à l'art. 9 de la loi du 20.07.1991
loi du 06.02.2003 par le Ministère de la Défense nationale sous les conditions de l'art. 15 de la

Q ⁽¹⁾ = ,

S ⁽¹⁾ = ,

	L	M	M	J	V	S	D	
T ⁽¹⁾ =								1ère semaine
								2ème semaine
								3ème semaine
								4ème semaine

Description du régime de travail si la grille T ne suffit pas : _____
Salaire brut moyen théorique : _____ EUR
par heure mois jour (forfaitaire semaine 6 jours) semaine trimestre (rémunéré à la tâche ou à la pièce)
 année (pour des rémunérations à la commission et pour les fonctionnaires) cycle de _____

Nombre de jours ou d'heures de vacances rémunérés légaux (y compris les vacances supplémentaires art. 17bis loi 28.06.1971) pendant cette occupation et depuis le 1^{er} janvier de l'année en cours :
travailleur à temps plein ____ , ____ jours de vacances (régime 6 jours)⁽²⁾ travailleur à temps partiel ____ , ____ heures de vacances⁽²⁾
A compléter uniquement pour un travailleur occupé auprès des pouvoirs publics : régime de vacances secteur public secteur privé

PARTIE B - DECLARATIONS TRIMESTRIELLES ONSS OU ONSSAPL NON ENCORE DECLAREES OU ACCEPTEES

Vous cochez:
- s'il y a eu ou non des interruptions⁽³⁾ dans des trimestres ONSS ou ONSSAPL non encore déclarés ou non encore acceptés ;
- si les prestations du travailleur à temps partiel dans des trimestres ONSS ou ONSSAPL non encore déclarés ou non encore acceptés, dépassent le facteur Q (mentionné dans la Partie A), par exemple à la suite d'heures supplémentaires ou complémentaires sans repos compensatoire ;

Date de début trimestre	Date de fin trimestre	Interruption ou augmentation du facteur Q	
Du ____/____/____	au ____/____/____	interruption ⁽³⁾	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI *
		heures à temps partiel > Q:	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI *
Du ____/____/____	au ____/____/____	interruption ⁽³⁾	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI *
		heures à temps partiel > Q:	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI *

* Si vous avez coché 'oui', joignez une ou plusieurs ANNEXE(S)-C4-CERTIFICAT DE TRAVAIL.

(1) Complétez le nombre d'heures en décimales, en divisant les minutes par 60 (2 chiffres après la virgule seulement). Ex. : 7 heures 40 minutes = 7,66. Plus d'infos dans la feuille info n° E14.
(2) Pour les travailleurs à temps plein: nombre de jours de vacances x 6/R (nombre de jours par semaine du régime de travail). Arrondissez à l'unité ou à la demi-unité la plus proche, ex 2,4 devient 2,5 et 4,2 devient 4. Pour les travailleurs à temps partiel, vous mentionnez les heures jusqu'à 2 chiffres après la virgule. Vous trouverez plus d'infos dans la feuille info n° E14.
(3) Constituent une interruption pendant le trimestre: l'incapacité de travail non couverte par un quelconque salaire, les périodes de protection de maternité, de congé de paternité ou d'adoption, le chômage temporaire, la suspension employés pour manque de travail, les vacances jeunes et les vacances seniors, l'interruption de carrière ou le crédit-temps, les soins d'accueil, les périodes de reprise partielle de travail après maladie, le congé sans solde ou d'autres absences non rémunérées après les 10 premiers jours par année calendrier (les jours de congé sans solde ou d'absences non rémunérées concernent les codes 22, 24, 25, 26 et 30 de la déclaration DMFA (APL).
Les jours de grève ou de lock-out et les jours d'absence non rémunérés pour suivre des cours dans le cadre de la "promotion sociale" ou pour exercer une charge de juge ou de conseiller aux affaires sociales ne constituent pas une interruption et ne sont donc pas pris en compte pour le calcul des 10 jours par année calendrier. Vous trouverez plus d'infos dans la feuille info n° E14.

PARTIE C - DONNEES CONCERNANT LA FAÇON DONT L'OCCUPATION A PRIS FIN (lisez la feuille info E14 – voir www.onem.be → documentation)

Le contrat de travail a pris fin (cochez plusieurs cases si nécessaire):

1. par **préavis par l'employeur**, qui a été
 - envoyé par lettre recommandée le ___ / ___ / _____
 - notifié par exploit d'huissier le ___ / ___ / _____
2. par **rupture par l'employeur** le ___ / ___ / _____
3. par le **travailleur** (abandon volontaire de travail) le ___ / ___ / _____
4. de **commun accord** entre l'employeur et le travailleur le ___ / ___ / _____
5. pour **force majeure**, invoquée le ___ / ___ / _____ par l'employeur le travailleur
6. vu que le contrat de travail pour une **durée déterminée** / pour un **travail déterminé** a pris fin

Motif précis du chômage (à compléter uniquement dans les situations 1, 2, 4 et 5):

.....

.....

.....

.....

PARTIE D - DONNEES CONCERNANT L'INDEMNITE PAYEE EN RAISON DE LA FIN DE L'OCCUPATION (lisez la feuille info E14 – voir www.onem.be)

L'indemnité / les indemnités suivante(s) a / ont été payée(s) (cochez plusieurs cases si nécessaire) :

1. Le **salaire normal pendant le délai de préavis**
Ce délai couvre la période du ___ / ___ / _____ au ___ / ___ / _____ inclus,
 - Le *travailleur a de l'ancienneté qui se situe partiellement avant 2014 (ne pas compléter dans certains cas – lisez la feuille info E14) :*
Le délai de préavis est calculé en additionnant A et B:
 - A. L'ancienneté à partir du ___ / ___ / _____ jusqu'au 31.12.2013 inclus donne droit à un délai de préavis de jours/mois ⁽¹⁾
 - B. L'ancienneté à partir du 01.01.2014 jusqu'au ___ / ___ / _____ inclus donne droit à un délai de préavis de semaines.
 - Ce délai a été suspendu et donc prolongé jusqu'au ___ / ___ / _____
Motif: vacances incapacité de travail chômage temporaire autre:
 - Ce délai n'a pas été suspenduPour déterminer le délai de préavis, il a été tenu compte d'une ancienneté à partir du ___ / ___ / _____
2. Une **indemnité de congé** (indemnité de rupture) (calculée sur le salaire normal) (y compris l'indemnité de reclassement éventuelle prévue par l'art. 36 de la loi du 23.12.2005 relative au pacte de solidarité entre les générations)
Cette indemnité couvre la période, sans tenir compte d'une éventuelle réduction, du ___ / ___ / _____ au ___ / ___ / _____ inclus
 - le *travailleur a de l'ancienneté qui se situe partiellement avant 2014 (ne pas compléter dans certains cas – lisez la feuille info E14) :*
La période couverte par l'indemnité de congé ordinaire (= sans tenir compte de l'indemnité de reclassement) est calculée en additionnant A et B:
 - A. L'ancienneté à partir du ___ / ___ / _____ jusqu'au 31.12.2013 inclus donne droit à une indemnité de congé de jours/mois ⁽¹⁾
 - B. L'ancienneté à partir du 01.01.2014 jusqu'au ___ / ___ / _____ inclus donne droit à une indemnité de congé de semaines
 - Le *travailleur a droit à une indemnité de congé ordinaire (avec un délai de préavis éventuellement presté partiellement) d'au moins 30 semaines :*
 - Le travailleur a opté pour un outplacement qui correspond à 4 semaines de salaire et la période couverte par l'indemnité de congé a été par conséquent réduite de 4 semaines / ... jours
 - Le *contrat de travail a été rompu pendant une période d'inaptitude au travail suite à de la maladie ou un accident prenant cours après la notification d'un délai de préavis :*
La période couverte par l'indemnité de congé ordinaire (= sans tenir compte de l'indemnité de reclassement) a été réduite des jours de salaire garanti payé à partir du début de la période d'inaptitude au travail suite à de la maladie ou un accident en cours, à savoir jours calendriers.

(1) Biffez ce qui ne convient pas

Une indemnité de reclassement a été payée:

Montant de l'indemnité de reclassement: EUR

Période couverte par l'indemnité de congé ordinaire (= sans tenir compte de l'indemnité de reclassement):

Du ___ / ___ / _____ au ___ / ___ / _____ inclus

Montant de l'indemnité de congé: EUR

La période couverte par l'indemnité de congé a été réduite suite à l'application de la deuxième et/ou de la troisième case.

Cette indemnité de congé réduite couvre la période du ___ / ___ / _____ au ___ / ___ / _____ inclus.

Pour déterminer l'indemnité de congé, il a été tenu compte d'une ancienneté à partir du ___ / ___ / _____

3. une autre indemnité payée en raison de la fin du contrat de travail (autre que le délai de préavis ou indemnité de congé ordinaire), plus précisément:

une indemnité d'éviction

une indemnité dans le cadre d'une clause de non-concurrence

une indemnité octroyée alors que le travailleur a abandonné l'emploi ou a mis fin au contrat en commun accord avec l'employeur (*)

Cette indemnité

couvre une période, à savoir du ___ / ___ / _____ au ___ / ___ / _____ inclus

est payée sous forme d'une somme

Montant : EUR (à l'exclusion d'un pécule de vacances ou d'une prime de fin d'année éventuelle).

(*) Ceci ne concerne pas la situation d'un licenciement par l'employeur, après concertation des travailleurs, dans le cadre d'un plan social en cas de restructuration.

4. suite à du repos compensatoire (rémunéré ou non) ou suite à des heures supplémentaires à la fin du contrat de travail ou à la fin de la période couverte par l'indemnité de congé, le travailleur a encore droit à un salaire pour jour(s)

Remarques :

PARTIE E - DONNEES PACTE GENERATIONS - ANNEXE-C4-PACTE GENERATIONS

Je ne complète pas cette partie étant donné que je ne dépends pas d'une commission paritaire ou parce que je dépends de la commission paritaire 328, 328.01, 328.02 ou 328.03 (transport urbain et régional).

Dans ce cas, je signe uniquement ma déclaration.

1. La fin du contrat de travail est la conséquence d'un licenciement ?

OUI **allez à 2**

NON **allez à 4**

2. J'ai créé une cellule pour l'emploi ou j'y participe ?

OUI **complétez un FORMULAIRE ANNEXE-C4-PACTE GENERATIONS**

NON **allez à 3**

3. Le travailleur a, à la date du licenciement, \geq 45 ans et au moins 1 an d'ancienneté et n'a pas droit à un délai de préavis ou à une indemnité de congé de minimum 30 semaines?

OUI **complétez un FORMULAIRE ANNEXE-C4-PACTE GENERATIONS**

NON **allez à 4**

4. Je (ou un fonds) paie une indemnité complémentaire au travailleur sur laquelle il n'y a pas de cotisations salariales redevables pour l'ONSS?

OUI **complétez un FORMULAIRE ANNEXE-C4-PACTE GENERATIONS**

NON **signez cette déclaration**

Je déclare sur l'honneur que la présente déclaration en RUBRIQUE I est sincère et complète.

date

nom et signature de l'employeur ou de son délégué

cachet de l'employeur

RUBRIQUE II - A COMPLETER PAR LE TRAVAILLEUR

Si vous désirez obtenir des allocations de chômage, vous devez vous présenter, muni de ce formulaire, immédiatement après l'expiration de la période couverte par une rémunération ou par une indemnité de rupture, auprès d'un organisme de paiement (syndicat ou Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage (= CAPAC)). Celui-ci vous aidera à compléter cette rubrique.

Cochez si nécessaire plusieurs cases. Vous ne pouvez pas bénéficier à la fois de l'allocation de licenciement et de l'indemnité en compensation du licenciement.

Je demande des allocations de chômage à partir du ___ / ___ / _____

l'allocation de licenciement pour ouvriers le ___ / ___ / _____ Uniquement pour les ouvriers ayant minimum 6 mois d'ancienneté qui satisfont à des conditions spécifiques, voir feuille info T128 sur www.onem.be. Indiquez le jour ouvrable suivant la période couverte par une rémunération ou une indemnité de rupture et joignez, si nécessaire, un formulaire C1E, mentionnant le mode de paiement.

l'indemnité en compensation du licenciement pour ouvriers le ___ / ___ / _____ Uniquement pour les ouvriers ayant minimum 20 ans d'ancienneté au 01.01.2014 et qui satisfont à certaines conditions spécifiques, voir feuille info T145 sur www.onem.be. Indiquez le jour ouvrable qui suit la période couverte par une rémunération ou une indemnité de congé et joignez (...) un formulaire C1 si nécessaire.

Si vous n'avez pas encore sollicité d'allocations de chômage entre la date à laquelle vous êtes devenu chômeur et ce jour, mentionnez-en le motif ci-dessous:

ANNEXE-C4-GENERATIONS

1. Avez-vous reçu un FORMULAIRE ANNEXE-C4-PACTE DE GÉNÉRATIONS de votre employeur? NON OUI et je complète la RUBRIQUE II de cette annexe.
2. Percevez-vous une indemnité complémentaire d'un précédent employeur?
 NON
 OUI Voir l'explication en RUBRIQUE I, PARTIE C du FORMULAIRE ANNEXE-C4-PACTE GÉNÉRATIONS que je joins.
 Voir l'explication sur un FORMULAIRE ANNEXE-C4-PACTE GENERATIONS ou sur un FORMULAIRE C4-CERTIFICAT DE CHOMAGE introduit précédemment.

Je déclare sur l'honneur que la présente déclaration en RUBRIQUE II est sincère et complète.

date

signature du travailleur

Les données sont traitées et conservées dans des fichiers informatiques. Vous trouverez de l'information concernant la protection de ces données dans la brochure de l'ONEM relative à la protection de la vie privée.

A.C.S. ou A.P.E.
Etat mensuel des prestations

(à établir et à envoyer **en cas d'absence uniquement** – hors congés scolaires)

CONVENTION N° : RW EN- 06464 / RB 2004	N° DE POSTE : R
---	------------------------------

Nom :

Prénom :

N° de matricule :

Fonction :

Date d'entrée en fonction : **Durée de l'essai** : **mois**

Employeur : (adresse complète)

.....

N° de téléphone : **N° de fax** :

Année scolaire 2014-2015		Mois :	
1		16	
2		17	
3		18	
4		19	
5		20	
6		21	
7		22	
8		23	
9		24	
10		25	
11		26	
12		27	
13		28	
14		29	
15		30	
		31	

Pour les instructions, voir point 4 de ces directives. A compléter **avec précision**.

Le(s) certificat(s) médical(aux) (ou autre(s) document(s) justificatif(s)) doit(vent) être transmis au plus tôt au Service A.C.S.-A.P.E. du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles ainsi que le document en usage dans l'établissement (**CF12, S12, 7/01, ...**) notifiant la **reprise des fonctions** après une longue absence (maladie de plus de 30 jours, congé de maternité, ...).

Certifié sincère et exact

Signature de l'employeur

Cachet de l'employeur

Cadre réservé à l'administration

EMP reçu le _____

APPLICATION DE L'ART. 100, § 1 DE LA LOI RELATIVE A L'ASSURANCE OBLIGATOIRE SOINS DE SANTE ET INDEMNITES COORDONNEE DU 14.07.1994 ET DE L'ART. 239 – 2° DE L'A.R. DU 4 NOVEMBRE 1963 MODIFIE PAR L'A.R. DU 31 DECEMBRE 1983.

(PRESOMPTION LEGALE DE L'INCAPACITE DE TRAVAIL EN PERIODE DE GROSSESSE OU D'ALLAITEMENT).

DOCUMENT II
DECLARATION DE L'EMPLOYEUR

Je soussigné(e) ¹,,
employeur de Madame ²,
ai pris connaissance de la décision prise par le médecin du travail, qu'à partir du,
Madame est dans l'impossibilité d'effectuer temporairement son travail
et déclare, conformément à l'article 42 de la loi sur le travail du 16 mars 1971, ne pouvoir lui confier d'autres
travaux compatibles avec son état.

Date :

Signature :

Cachet de l'employeur :

(joindre l'avis de la Médecine du travail)

¹ Nom et adresse de l'employeur

² Prénom, nom de jeune fille et date de naissance de la travailleuse

DECLARATION

Administration de la fiscalité
des entreprises et des revenus

Précompte professionnel – Attribution de la réduction pour charges de famille

(à compléter par les **contribuables mariés ou
cohabitants légaux** avec charges de famille qui
bénéficient tous les deux de revenus professionnels)

Cadre réservé au conjoint/cohabitant légal qui renonce aux réductions

- Je soussigné(e) (nom, prénom, adresse)

.....
NN ou date de naissance : déclare, pour l'application de la
réglementation en matière de précompte professionnel, me désister du bénéfice des
réductions pour charges de famille et opte pour que ces réductions soient accordées à mon
conjoint (nom, prénom)

- Je déclare porter cette décision à la connaissance du ou des débiteurs de mes revenus
professionnels.

Nom et adresse du ou des débiteurs précités :

.....
.....
.....
.....

Date :

Signature

Cadre réservé au conjoint/cohabitant légal qui opte pour les réductions

- Je soussigné(e) (Nom, prénom) NN ou date
de naissance : opte, en ce qui concerne l'application de la
réglementation en matière de précompte professionnel, pour l'attribution des réductions
pour charges de famille.

▪

Date :

Signature

AIDES A LA PROMOTION DE L'EMPLOI ~ AGENTS CONTRACTUELS
SUBVENTIONNES

Demande de remplacement

Convention : RW EN 064-64 / RB 2004 (2014-2015)

Poste n° : R... ..

L'A.P.E. / A.C.S. :

N° de matricule :

Adresse :

Engagé en qualité de

A partir du : **jusqu'au** :

Dénomination de l'employeur :

Nom du responsable :

Adresse :

N° de téléphone : **N° de fax** :

• **A démissionné** : dernier jour presté le

• **A été licencié** : dernier jour presté le :

• **Maladie ou accident vie privée** : du au

• **Congé de maternité** : du au

• **Mesure de protection de la maternité** : à partir du

• **Autre** : motif :

- du au

Seules les demandes auxquelles ont été jointes les pièces justificatives seront examinées.

(Pour la transmission et les instructions voir point 4 (demande de remplacement)).

Date :

Cachet et signature de l'employeur ou son délégué

Cadre réservé à l'administration

Demande reçue le _____

Arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles.

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux travailleurs dont le contrat est régi par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou par la loi du 1^{er} avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure et aux employés qui les occupent.

Article 2. A l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement des obligations civiques ou des missions civiles énumérées ci-après, les travailleurs visés à l'article 1^{er} ont le droit de s'absenter du travail, avec maintien de leur rémunération normale, pour une durée fixée comme suit :

Motifs de l'absence	Durée de l'absence
1° Mariage du travailleur.	Deux jours à choisir par le travailleur dans la semaine où se situe l'événement ou dans la semaine suivante.
2° Mariage d'un enfant du travailleur ou de son conjoint, d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du père, de la mère, du beau-père, du second mari de la mère, de la belle-mère, de la seconde femme du père, d'un petit-enfant du travailleur.	Le jour du mariage.
3° Ordination ou entrée au couvent d'un enfant du travailleur ou de son conjoint, d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur du travailleur.	Le jour de la cérémonie.
4° Naissance d'un enfant du travailleur si la filiation de cet enfant est établie à l'égard du père.	Dix jours à choisir dans les trente jours à dater du jour d'accouchement (3 jours à charge de l'employeur – 7 jours à charge de la mutuelle)
4°bis <i>Pour l'application du présent arrêté la personne avec laquelle le travailleur cohabite légalement, comme régi par les articles 1475 et suivants du Code civil, est assimilée au conjoint du travailleur.</i>	
5° Décès du conjoint, d'un enfant du travailleur ou de son conjoint, du père, de la mère, du beau-père, du second mari de la mère, de la belle-mère ou de la seconde femme du père du travailleur.	Trois jours à choisir par le travailleur dans la période commençant le jour du décès et finissant le jour des funérailles.
6° Décès d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du grand-père, de la grand-mère, d'un petit-enfant, (d'un arrière-grand-père, d'une arrière-grand-mère, d'un arrière-petit-enfant), d'un gendre ou d'une bru habitant chez le travailleur.	Deux jours à choisir par le travailleur dans la période commençant le jour du décès et finissant le jour des funérailles.
7° Décès d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du grand-père, de la grand-mère, d'un petit-enfant, (d'un arrière-grand-père, d'une arrière-grand-mère, d'un arrière-petit-enfant), d'un gendre ou d'une bru n'habitant pas chez le travailleur.	Le jour des funérailles.
8° Communion solennelle d'un enfant du travailleur ou de son conjoint.	Le jour de la cérémonie. <i>(Lorsque la communion solennelle coïncide avec un dimanche, un jour férié ou un jour habituel d'inactivité, le travailleur peut s'absenter le jour habituel d'activité qui précède ou suit immédiatement l'événement.)</i>
9° Participation d'un enfant du travailleur ou de son conjoint à la fête de la jeunesse laïque là où elle est organisée.	Le jour de la fête. <i>(Lorsque la fête de la jeunesse laïque coïncide avec un dimanche, un jour férié ou un jour habituel d'inactivité, le travailleur peut s'absenter le jour habituel d'activité qui précède ou suit immédiatement l'événement.)</i>

10° Séjour du travailleur milicien dans un centre de recrutement et de sélection ou dans un hôpital militaire à la suite de son passage dans un centre de recrutement et de sélection.	Le temps nécessaire avec un maximum de trois jours.
10°bis Séjour du travailleur objecteur de conscience au Service de Santé administratif ou dans un des établissements hospitaliers désignés par le Roi, conformément à la législation portant le statut des objecteurs de conscience.	Le temps nécessaire avec un maximum de trois jours.
11° Participation à une réunion d'un conseil de famille convoqué par le juge de paix.	Le temps nécessaire avec un maximum d'un jour.
12° (Participation à un jury, convocation comme témoin devant les tribunaux ou comparution personnelle ordonnée par la juridiction du travail.)	Le temps nécessaire avec un maximum de cinq jours.
12°bis (Exercice des fonctions d'assesseur d'un bureau principal ou d'un bureau unique de vote, lors des élections législatives, provinciales et communales.)	Le temps nécessaire.
12°ter (Exercice des fonctions d'assesseur d'un des bureaux principaux lors de l'élection du Parlement européen).	Le temps nécessaire avec un maximum de cinq jours.
13° (Exercice des fonctions d'assesseur d'un bureau principal de dépouillement lors des élections législatives, provinciales et communales).	Le temps nécessaire avec un maximum de cinq jours.
14° L'accueil d'un enfant dans la famille du travailleur dans le cadre d'une adoption.	De 4 à 6 semaines à prendre dans les deux mois qui suivent l'inscription de l'enfant dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de sa commune de résidence comme faisant partie de son ménage.

Article 3. L'enfant adoptif ou naturel reconnu est assimilé à l'enfant légitime ou légitimé pour l'application de l'article 2, nos 2, 3, 5, 8 et 9.

Article 4. Le beau-frère, la belle-sœur, le grand-père, la grand-mère, l'arrière-grand-père, l'arrière-grand-mère du conjoint sont assimilés au beau-frère, à la belle-sœur, au grand-père, à la grand-mère, à l'arrière-grand-père, à l'arrière-grand-mère du travailleur pour l'application de l'article 2, 6° et 7°.

Article 4bis. Pour l'application du présent arrêté la personne avec laquelle le travailleur cohabite légalement, comme régi par les articles 1475 et suivants du Code civil, est assimilée au conjoint du travailleur.

Article 5. L'arrêté royal du 23 novembre 1961 relatif au maintien du salaire normal de l'ouvrier pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles est abrogé.

Article 6. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ALLOCATION DE FOYER

Décret du 4 mai 2005

Désignation de la/du bénéficiaire

Ministère de la Fédération Wallonie
Bruxelles
A.G.P.E.
Service ACS-APE
Boulevard Léopold II 44
1080 BRUXELLES

Rubr.	Membre du personnel qui introduit la demande	Rubr.	Conjoint ou personne avec qui l'agent cohabite
1	Le (La) soussigné(e) Nom, prénoms :	8	Nom, prénoms :
2	Lieu et date de naissance :	9	Lieu et date de naissance :
3	Adresse personnelle :	10	Adresse personnelle :
4	Établissement :	11	Dénomination de l'employeur :
5	Adresse de l'établissement :	12	Adresse de l'employeur :
6	Fonction :	13	Date d'entrée en fonction :
7	N° de matricule :		

déclare sur l'honneur :

- que les renseignements précités sont sincères et exacts ;
- qu'il/elle communiquera immédiatement toute modification de même que tout changement de l'état civil au moyen d'une nouvelle déclaration établis selon le même modèle ;
- que son conjoint ne bénéficie pas de l'allocation de foyer.

Fait à, le

Signature du membre du personnel introduisant la demande

